

Le Marché ou l'État : est-ce vraiment "la" question ?

10 thèses sur la fonction possible des villes dans la transformation écologique

Dr. Armin Hentschel, 25.06.2021

1. La description de notre point de départ est relativement simple : l'économie de marché, l'industrie et l'urbanisation ont permis aux États anglo-américains et européens d'atteindre leur haut niveau de prospérité et leur forte position politique dans le monde occidental. La trajectoire du développement de ces États était en partie axée sur l'état social jusqu'au milieu des années 1970 et principalement sur le marché libéral au cours des dernières décennies. La puissance mondiale émergente qu'est la Chine, ainsi que ses partenaires commerciaux asiatiques, ont ajouté un nouveau type mixte d'économie dirigée par l'État et l'économie de marché. Dans tous ces États, l'économie monétaire, l'économie de marché et l'urbanisation ont été les pierres angulaires de la croissance. On s'est peu préoccupé du climat et du problème des ressources limitées.

Il est beaucoup plus difficile d'esquisser un plan écologiquement et socialement durable pour la transformation nécessaire de cette voie de développement. Cela vaut également pour l'avenir des villes et leur rôle dans cette transformation. Quiconque observe sans œillères l'essor des nations industrialisées occidentales peut voir les sacrifices que le modèle de croissance de l'hémisphère occidental a laissé sur le bord de la route : Une énorme destruction des ressources humaines et naturelles, la pauvreté et une extrême polarisation sociale dans les anciennes colonies et les pays dits "tiers" font partie des héritages. Même au sein des États européens industriellement développés, le développement capitaliste a été associé à des conflits qui ont failli faire éclater le continent à plusieurs reprises. La lutte pour la suprématie politico-économique a conduit à deux guerres mondiales qui ont pris naissance en Europe, menée principalement en Europe et a entraîné le reste du monde dans un tourbillon autodestructeur.

Le changement climatique est en train de créer, peut-être pour la première fois depuis des millénaires, une expérience véritablement mondiale et un sentiment collectif que le réchauffement de la planète et la destruction naturelle ne peuvent être combattus par davantage de concurrence économique et de luttes de pouvoir menant toujours au bord de la guerre. Une plus grande coopération entre les personnes, leurs communautés et les États-nations est la seule solution. Le rôle des villes s'en trouvera également modifié. Elles ont toujours été des points de concentration du pouvoir politique et économique. Les villes en général, et les grands centres de commandement et de commerce du monde occidental en particulier, ont toujours joué un rôle ambigu dans la bagarre pour accéder aux premières loges de l'histoire mondiale. Ils étaient à la fois les carrefours du progrès économique et social et les sommets de la destruction.

2. Dans cet article, nous plaidons en faveur d'une perspective qui rapproche les positions de pouvoir et les constellations sociales et sociétales qui sont considérées normalement comme n'ayant aucun lien entre elles. Les contrastes entre richesse et pauvreté, entre sécurité et guerre doivent être pensés ensemble parce qu'ils vont ensemble. Il s'agit de développements complémentaires. Ce que certains ont gagné, d'autres l'ont perdu. Ces processus complémentaires ont toujours affecté le développement urbain, et ils se sont déroulés sous nos yeux en Allemagne, en Europe et dans le monde entier au cours des dernières décennies. Nous aurions pu les voir, si nous n'avions pas été obsédés par le présent et si nous ne nous étions pas identifiés sans y réfléchir et sans le remarquer à la communauté nationale à laquelle nous appartenons. La tendance des milieux universitaires et politiques à privilégier les instantanés et les descriptions statiques de l'état des choses a également joué un rôle.

3. Le fait de se concentrer d'abord sur les villes allemandes dans un contexte européen ne soutient pas la thèse selon laquelle il faut suivre partout le modèle du développement européen et des systèmes urbains occidentaux. En fait, elle représente plutôt l'attitude inverse : ce n'est que si nous comprenons notre propre passé que nous pourrions nous orienter correctement dans le monde social hors de l'Europe. Cette attitude contribuerait également à une apparition moins bornée sur la scène politique mondiale. Car nous ne proposerions pas alors nos modèles de développement et nos recettes au "reste du monde non développé" - notez la terminologie condescendante - comme les seules voies correctes menant au bonheur.

Ce qui a été dit au départ en termes un peu généraux sur les processus de développement complémentaires peut être illustré par deux périodes et exemples dont nous avons été témoins en Allemagne : La période qui a suivi la chute du mur de Berlin et l'ouverture de l'espace Schengen à l'Europe de l'Est, avec la vague de migration qui s'en est suivie. Les deux phases ont laissé des traces indéniables dans les villes allemandes :

(a) Le développement régional et les villes ont été modifiés de différentes manières par l'unification allemande à l'Est et à l'Ouest. Il en résulte une migration massive, notamment de jeunes gens instruits, de l'Allemagne de l'Est vers les villes d'Allemagne de l'Ouest. Plus de deux millions de personnes ont quitté les régions de l'ancienne RDA entre 1990 et 2015. Les pertes de population dans les villes est-allemandes et les marchés du logement de plus en plus serrés dans les villes ouest-allemandes sont les résultats de cette migration à sens unique. La croissance urbaine de Stuttgart en est un exemple. Entre 1990 et 2015, la croissance de population nette cumulée de l'immigration en provenance d'Allemagne de l'Est a été d'environ 21 000 personnes, soit à peine moins que celle de la population de la ville, qui a été d'environ 22 300 personnes. La raison de l'attraction de l'Ouest n'était pas *seulement* le manque de perspectives économiques à l'Est. La dévalorisation de la culture est-allemande était également en jeu. Après la chute du rideau de fer, l'économie de marché, la privatisation et la monnaie ont été transférées comme un modèle, à quelques exceptions près - du moins le croyait-on. L'exode rural des régions de l'est de l'Allemagne, dont les indicateurs socio-économiques sont constamment à la traîne, et la croissance supérieure à la moyenne des régions de l'ouest de l'Allemagne sont étroitement liés. Dans une région, il y a un manque d'emplois, dans l'autre un manque de logements.

(b) La migration au sein de l'Allemagne était une anticipation de l'immigration ultérieure en provenance de la zone de l'UE. Là encore, il n'y avait pas de barrières ou de contrôles frontaliers à franchir. La liberté d'établissement existait et, grâce au choix individuel des lieux de vie et de travail, les migrants ont pu se disperser vers des destinations allemandes, principalement vers les villes. Au cours de la seule période de cinq ans (2010-2014), le solde de l'immigration européenne de l'Europe de l'Est vers l'Allemagne s'est élevé à près de 800 000. Dans cette phase, qui a débuté vers 2010, les grandes villes est-allemandes ont également bénéficié de l'immigration européenne. L'ouverture des frontières vers l'Europe de l'Est a déclenché de nouvelles vagues de migration vers 2010. Ils n'ont pas fonctionné comme un moyen d'intégration européenne, mais ont contribué à l'approfondissement des divisions économiques et sociales. Alors que la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie ou la Hongrie ont perdu des centaines de milliers de jeunes qualifiés qui ne sont plus disponibles pour l'essor économique de leur pays d'origine, les maires des villes allemandes ont présenté avec fierté leur attractivité croissante.

4. Ces exemples illustrent comment des événements politiques globaux et des accords intergouvernementaux déclenchent des processus complémentaires de croissance et de décroissance au niveau local et régional. Les évolutions décrites ne peuvent être réduites à des causalités purement économiques. Cependant, les conséquences écologiques de la croissance sélective dans certaines régions sont évidentes. Afin d'éviter les bouleversements sociaux résultant

d'une offre de logements de plus en plus rare dans les villes en expansion, le mot d'ordre politique est le suivant : Construire, construire et encore construire. A un endroit: privation de ressources humaines et vidage des espaces, plus loin: croissance et boom de la construction avec le gaspillage des ressources les accompagnant. Il n'est pas nécessaire de s'étendre ici sur l'importance de la production de ciment, de l'industrie de la construction et de l'imperméabilisation progressive de 50 hectares de terrain chaque jour pour les émissions de CO2.

5. L'écart de prospérité existant est le principal moteur des processus migratoires en Allemagne, en Europe et dans le monde. Elle est - et c'est beaucoup plus grave - à plusieurs reprises le déclencheur de guerres. Pour réduire la dynamique et les conséquences de la migration, il faudrait réduire le fossé entre riches et pauvres. Pour cela, l'aide des nations les plus riches de la communauté mondiale est impérative. L'espace économique européen en est un bon exemple : Relier les régions d'Europe de l'Est et du Sud à un réseau ferroviaire intra-européen pour le transport rapide, par exemple, serait un moyen d'atteindre cet objectif, mais pas la re-densification ou l'expansion constante des villes européennes déjà densément construites et riches. Cela nécessiterait, entre autres, de nombreux grands projets d'infrastructure qui devraient être préfinancés par un pot commun européen. Par-dessus tout, cela permettrait de signaler aux régions déconnectées qu'on se soucie d'elles - "we care for you". Bien entendu, les pays les plus riches devront verser davantage dans cette cagnotte que les pays les plus pauvres, qui devront d'abord rattraper leur retard. Une telle politique fiscale d'intégration et de coordination a fait défaut jusqu'à présent au niveau de l'UE. Les progrès réalisés jusqu'à présent sont dérisoires par rapport à l'ampleur des besoins. Il en va de même pour chaque pays d'Europe. Ce que l'Est est à l'Allemagne, le mezzogiorno l'est à l'Italie. En Allemagne, le rééquilibrage des déséquilibres régionaux n'est resté jusqu'à présent que lettre morte des élites politiques dirigeantes. Chaque chef veut présider la plus grande et la plus puissante des tribus. Le fédéralisme compétitif y veille. Afin de renforcer sa propre communauté, chaque chef politique a pour alliés ses propres groupes d'intérêts économiques locaux qui le soutiennent dans cette démarche. Les élites dirigeantes économiques et politiques sont toujours étroitement alignées. Mais cette attitude égocentrique, qualifiée de nationaliste au niveau interétatique, est l'un des principaux obstacles à l'équilibre social et écologique.

6. Dans ce contexte, il convient d'aborder la question secondaire de la politique de peuplement. "Re-densification des villes au lieu de bouillie de peuplement" ! C'est le consensus de la plupart des planificateurs et des responsables politiques urbains aujourd'hui. Vous marchez sur un terrain miné si vous y mettez des points d'interrogation. Néanmoins, il faut oser le faire. Nous savons peu de choses sur l'impact de l'énorme densification des villes sur les mouvements de population dans les campagnes. Encore une fois, nous ne voyons pas l'ensemble et les processus complémentaires. Chaque été, chaque week-end, Rome, Paris ou Berlin libèrent leurs habitants dans la nature, qui est de plus en plus étouffée par l'étreinte des réfugiés urbains. N'y a-t-il pas de lien entre l'augmentation du tourisme local et du tourisme à longue distance et la densification urbaine ? Dans le cercle de connaissances de l'auteur, la grande chanson de l'urbanité est chantée lors des nombreuses rencontres conviviales. Ce sont des membres bien intentionnés de la classe moyenne supérieure, aucun d'entre eux n'est millionnaire. Rares sont les personnes de ce cercle qui ne possèdent pas une datcha, une maison d'été ou une résidence secondaire à la campagne, certaines même dans le sud de l'Europe. Cela n'a-t-il rien à voir avec les déserts urbains de pierre et de béton ? Se peut-il que la mauvaise conscience à l'égard des propres habitudes de vie non remises en question, conduit les élites politiques en Allemagne, en Europe et dans le monde à des combats d'arrière-cour sur les mauvaises questions ?

7. Revenons à la question initiale, cette fois sous la forme grammaticale du futur : quel rôle les villes joueront-elles dans les processus vers plus de prospérité et plus de civilisation ? La formulation trahit un problème. Notre langue, en particulier l'allemand, nous incite à parler des villes de la même

manière que nous parlons des entités ou des personnes. Nous demandons, par exemple, "Les villes sont-elles prêtes à innover ? Les villes peuvent-elles réduire les contrastes entre riches et pauvres ?" Dans cet usage courant, les villes jouent des rôles, elles poursuivent des objectifs et des intentions. En réalité, nos villes allemandes d'aujourd'hui représentent des formes particulières de relations sociales entre les gens, qu'aucun individu n'a voulu intentionnellement créer. Les villes ne peuvent donc pas poursuivre des objectifs et des buts comme le font les personnes. Elles n'ont pas non plus d'intentions. Au sens propre, le mot "ville" désigne des sociétés et des formes d'habitat dans lesquelles le pouvoir économique et politique et la population se sont concentrés au fil des siècles. C'est un terme relationnel qui désigne le résultat d'un processus qui s'est étendu sur des millénaires. Elle a conduit à la formation de centres de pouvoir qui contrôlent la circulation mondiale des biens et de l'argent. Ici un centre de plus, là-bas un centre de moins, car les villes sont également en concurrence les unes avec les autres. Paris et Berlin ont été les principales- et non les seules - adversaires européennes au cours des trois derniers siècles. Mais leur combat a eu un impact décisif sur l'histoire européenne.

8. La question n'est pas celle du marché ou de l'État, mais celle de la coopération pacifique et de la solidarité, qui doit venir des plus puissants et des plus riches. Dans les États plus riches, la discussion sur une meilleure gestion économique est principalement menée avec un regard tourné vers l'intérieur. Même dans les États où l'activité économique orientée vers le bien commun joue un rôle majeur au niveau national, on accepte sans se plaindre que les gens consomment des aliments bon marché et portent des textiles qui ont été produits dans des conditions inhumaines ailleurs. Même au sein de sa propre communauté nationale, les idées sur l'activité économique solidaire et sur une plus grande coopération ne vont généralement pas plus loin que sa propre porte d'entrée. Lorsque l'on parle de la pauvreté publique de la ville de Oberhausen (ancienne ville industrielle en Rhénanie du Nord) devant des associations de défense des locataires à Munich ou à Berlin, on constate une absence ostentatoire. L'auteur en a fait l'expérience.

9. Ce n'est pas tout : nous parlons de "l'urbain" avec la tête de citoyens des pays industriels développés, comme une évidence. Mais nous ne sommes pas seuls dans le monde. Les habitants des grandes villes d'aujourd'hui, qui bénéficient de leurs infrastructures, de leurs établissements d'enseignement, de leurs musées et de leurs théâtres, ont oublié depuis longtemps cette histoire millénaire. Cela ne vaudrait pas la peine d'être mentionné ici, s'ils n'avaient pas aussi oublié le long passé de leur propre expérience, de leurs pensées et actions. À l'instar des citoyens de Rome, les citoyens d'aujourd'hui méprisent les barbares du reste du monde, les villes marchandes dépourvues de systèmes d'égouts, d'approvisionnement en eau potable et de moyens civilisés de se comporter les uns envers les autres. Ils ne sont en aucun cas "standards" en dehors de l'hémisphère occidental. Les citoyens de l'Empire romain, et en particulier les habitants de Rome, se distinguaient par leur comportement urbain et civilisé et se moquaient souvent de la vie rurale grossière, des Germains et de tous les autres barbares qu'ils avaient incorporés dans l'empire romain par la guerre.

Au nord des Alpes, à partir du 12^e siècle, les alliances entre les princes et les villes locales, qui, dans la lutte pour leur suprématie régionale, dépendaient des alliances et des prélèvements de leurs villes marchandes plus riches, dotées de droits de cité, ont joué un rôle de plus en plus important. Dans une lutte combative entre princes territoriaux pendant plusieurs siècles, ils ont conduit à la formation progressive d'États-nations, aux monopoles étatiques de la violence et à la civilisation associée des territoires d'Europe centrale. Norbert Elias l'a exposé dans son livre au titre significatif : "On the Process of Civilization". Dans la zone septentrionale, où se trouvent l'Allemagne et l'Angleterre, le terme "Bürger" (habitant du bourg) était utilisé pour souligner la vie close et donc "pacifiée" à l'abri derrière le mur de la ville (la clôture /tuin entourant la "ville") et la protection du château. Cette communauté de protection était à l'origine associée au service militaire obligatoire, donc aussi à une société martiale. Des libertés particulières, une protection spéciale, une relation

particulière avec les milieux ruraux qui offraient des aliments sur les marchés, se côtoient - selon les régions et les époques - d'une manière particulière. Pourquoi cela mérite-t-il d'être souligné ?

10. Au Sud comme au Nord, la civilisation et les villes étaient aussi des enfants de la guerre. Contrairement au passé, "nous" - les citoyens des riches pays industrialisés - avons aujourd'hui beaucoup moins de temps et beaucoup moins de ressources pour accompagner et soutenir le processus mondial de civilisation que nos ancêtres. Surtout, grâce aux progrès technologiques, notre arsenal d'armes a un pouvoir destructeur mondial. Nous avons donc avant tout de très bonnes raisons de proposer aux pays moins développés une autre façon de concourir pacifiquement. Ce sont des raisons dictées par un intérêt personnel bien compris. La voie de la prospérité empruntée par les pays industrialisés à l'ère du carbone, une répétition de leurs guerres mondiales et de leurs attaques nucléaires, aucun d'entre nous n'y survivrait à nouveau. Il s'agit d'un processus de civilisation qui est pertinent et nécessaire pour la survie "en dehors des murs de nos villes" et qui ne nous affecte pas seulement au niveau du changement climatique mondial. Cette conclusion nous ramène au titre de l'article : Marché ou État, ce n'est pas la question cruciale. Il s'agit de favoriser la coopération au lieu de la concurrence hostile et de la rivalité. Utilisée aux bons endroits, mais contenue et régulée pacifiquement, la concurrence entre les personnes et les communautés humaines favorise le progrès social, qui ne se résume pas à une abondance de biens et d'argent. Au niveau national, cela est plus possible et plus facile que dans les relations entre États et dans la vie économique mondialisée. Ce qui est en jeu, c'est une concurrence plus pacifique, qui a été largement garantie par le monopole de l'État sur l'utilisation de la force au sein des États occidentaux. Dans la plupart des pays, toute personne qui utilise la violence contre son voisin va immédiatement en prison. Cependant, lorsque nous parlons de relations interétatiques, le vieux cliquetis des armes redevient indubitablement fort. Dans notre propre pays, nous propageons le Sermon sur la Montagne, dans les relations interétatiques, nous devenons Nicolo Machiavel : le mensonge, la trahison et le meurtre font alors partie des affaires "normales". Dans cette façon de penser et de vivre, l'autre partie est toujours un agresseur potentiel. Le développement d'une pensée et d'une action morale et étatique plus globale n'en est qu'à ses débuts. Les institutions mondiales telles que l'ONU, mais aussi l'Union européenne en tant que communauté intergouvernementale, en sont au mieux à leurs débuts. Il y a donc encore un long chemin à parcourir. Mais tout comme l'alliance mondiale pour le climat, elle est nécessaire à la survie.